

Le pouvoir des rentiers : les vainqueurs de la crise

Gerd Weidehausen

Si l'on avait encore déclaré le capitalisme existant réellement comme dépassé, voici un an à Davos, lors de la rencontre de choix des élites mondiales auto-proclamées, ainsi lors de la rencontre actuelle, s'est réglée la question du système. Elle a cédé à l'entreprise optimiste de la résolution technocratique d'un engrènement plus fort de l'économie et de la politique, et donc, comme si cet engrènement n'était pas depuis longtemps déjà une réalité. Goldman Sachs et d'autres grandes banques empochent de nouveau des gains exorbitants et il n'y a plus traces chez elles de gueules de bois après l'éventualité selon laquelle le bateau de l'économie financière spéculative en eût presque sombré avec l'économie réelle qui en dépendent, si le programme de sauvetage étatique n'avait pas été imposé.

Celui qui croirait que la crise financière ne connût que des perdants, celui-là succomberait à une illusion lourde de conséquences. Depuis longtemps, les bouchons (de champagne) sautent de nouveau dans les étages directionnels du management financier global et depuis longtemps on s'est fabriqué un nouveau responsable de la pagaille dans l'Euroland, au moyen d'une interprétation différente des événements intéressée et pleine d'effets : la peur du travail des Grecs et d'autres habitants du Sud, qui vivent au-dessus de leur moyen, alors que « nous », « nous nous serrons plus étroitement la ceinture et que nous devons encore aussi subvenir aux besoins de ceux-là « en bas ». Ainsi par exemple — peut-être un peu sur-pointé — il y a cette manière de lire la crise, qui, en partant d'une crise des hypothèques aux USA, s'est établie à présent en Europe. Il s'agit moins dans ce qui suit de retracer le cours de la crise, même si celui-ci doit être brièvement esquissé. On doit beaucoup plus redresser quelques jugements faux et hâtifs qui reviennent sans cesse, et les déblayer de leur mythe que la crise ne connaît exclusivement que des perdants, et que tous, le peuple, les spéculateurs et les poids lourds des possesseurs fortunés, eussent dû en être victimes.

Le dictat de l'économie, qui peut devenir évident, ne se montre pas seulement dans l'exigence crûment avancée par la Chancelière, d'une « démocratie conforme au marché », mais au contraire aussi dans la manière dont par la politique des tentatives de sauvetage de l'Euro « sans autres alternatives » on aurait ou on a réalisé « le rassérénement des marchés ». Les marchés, élevés au rang d'institution sacrée, en tant que mesure des tentatives de sauvetage, demeurent nonobstant étrangement anonymes et sans visage dans cette formulation de conjuration régulièrement invoquée. Qui se dissimule là-dedans ? À qui servent en vérité les mesures de sauvetage et les programmes d'économie, par lesquels des économies entières sont censées être restructurées ? Et comment fonctionne concrètement l'engrènement de la politique et de l'économie, dont l'intensification fut réclamée lors de la rencontre des élites à Davos ? Et : Comment en vint-on à cette crise ? Sans une récapitulation concise du déroulement de la crise, la crise actuelle de l'Euro avec ses implications contenues dans les questions ci-dessus est difficilement compréhensible, ni non plus la situation que la crise traîne derrière elle, outre la majeure partie des perdants, un cercle illustre de gagnants.

Le déroulement de la crise

La crise actuelle de l'Euro et celle de l'endettement de l'État, s'ensuivit de la crise des banques US. Favorisée fut cette dernière par un endettement privé des citoyens américains poussé par recouvrement de l'État à la suite de réductions d'impôts exemplaires. Ces réductions furent la réponse à l'endettement de l'État sous Ronald Reagan, qui était à son tour une suite des baisses d'impôts massives sous sa responsabilité au profit des fortunés. La réduction des dépenses de l'État, en tant que contre-mesure à l'endettement de l'État, fut accompagnée de la contrainte pour les citoyens des USA, de se préparer une prévoyance privée contre la maladie, la vieillesse et autre, par un endettement privé. Favorisée par le déplacement des prestations sociales de l'État sur les épaules des citoyens au travers d'une concession presque sans limite de crédits bancaires — et aussi par de prévisibles emprunteurs incapables de rembourser. Cela valut en particulier pour les crédits immobiliers massifs propagés par l'État, que les banques garantissaient, et qui étaient redevables à l'idéal de faire de tous les Américains des propriétaires de leur maison. En tant qu'élément décisif

cependant on peut convenir que déjà avant l'irruption de la crise financière, en 2007/2008, des dettes publiques furent remplacées par des dettes privées.

La crise financière massive qui en résulta avait pour conséquence, d'une part, que l'économie financière fut étayée par des garanties d'État et, d'autre part, que la crise financière fut avivée du fait que l'économie réelle eut à en subir les répercussions sous l'effet des programmes conjoncturels. Le résultat des programmes de sauvetage des États complets fut un endettement d'État auprès exactement de ceux qui auparavant furent sauvés, à savoir, les acteurs de l'économie financière. Le sociologue Wolfgang Streeck récapitulait cet événement, qui tient jusqu'à aujourd'hui sur *Zeit-online* du 28.12.2011, par les mots suivants : « Après 2008, l'économie financière devait être sauvée par des programmes de renflouement et l'économie réelle par des programmes conjoncturels. Cela n'allait que si les États se ré-endaient de nouveau à des niveaux inconnus jusque là ... En conséquence les mêmes banques et *investment-fonds*, qui précisément avaient été sauvés d'eux-mêmes aux frais de l'État, se firent de nouveau des idées sur le remboursement de leurs crédits. La question pour elles, c'est de savoir si les États utiliseront leur moyen financier pour cela à l'avenir, en étant démocratiquement armés. Des exigences de leurs citoyens de servir l'équité sociale et la sécurité sociale ou bien des revendications fondées de leurs bailleurs de fonds pour paiement des intérêts et remboursement de leurs dettes. »¹ La crise des marchés financiers, qui du *crash* des marchés immobiliers américains, avec la bulle spéculative qui leur était liée, prit son essor et s'étendit à la crise de l'Euro et conduisit avec cela à une crise d'endettement de l'État, qui déplaça le problème d'endettement des marchés de crédits sur les gouvernements qui volèrent au secours des banques. Avec cela, la crise des finances d'État se révéla d'abord en son élément le plus faible, la Grèce. Ici aussi s'engendra une demande artificiellement stimulée de crédit financée d'une part par une bonne partie de l'essor conjoncturel allemand conditionné par l'exportation, tandis que des denrées allemandes dans les pays endettés du Sud de l'Europe trouvaient leur acheteurs ; d'autre part cela rapportait aux banques allemandes et françaises, en tant que prêteuses, des gains d'intérêts juteux. Ce qui peut paraître curieux dans les suites de cette affaire, c'est que l'aggravation de la crise grecque et la stabilisation de l'endettement d'État fut considérée à 120% du PIB comme optimale par intérêt élevé et son application : donc pour le moins, à vue des marchés financiers et des prêteurs. Les possesseurs d'argent et rentiers, qui servent les fonds de dépôts et les banques d'investissements, sont, pour préciser, renvoyés à trouver des emprunteurs, qui s'endettent auprès d'eux et qui pour ces dettes payent des intérêts les plus élevés possibles. Ainsi considérés les bailleurs de fonds ont intérêt à contrôler des marchés financiers instables, de hauts endettements d'État et, conditionnés par ceux-ci, des intérêts élevés. Si ensuite encore des agences de notation dévaluent la solvabilité des États comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et autres, cela n'arrive que juste à point pour ces bailleurs de fonds, parce qu'avec l'augmentation du risque sur le capital, les intérêts montent aussi. Avec cela, l'endettement de l'État ne doit pas échapper tout à fait au gouvernail, il devait donc rester à un niveau élevé calculable.

L'interprétation différente de la crise et ses gagnants

Le déroulement jusqu'alors de la crise qui partit de la crise financière des USA, est soumis à une interprétation généralement différente : pour préciser celle d'une crise financière et économique originellement d'endettement des États rendus tous responsables, un crise garnie de *ressentiments* [en français dans le texte, *ndt*] nationalistes et populistes correspondants en direction de la mentalité grecque du fait de subvenir au besoin. À cela et au sujet de la situation dans les États de l'UE, l'économiste autrichien et scientifique de la culture, Walter Ötsch remarqua dans une entretien avec le *Standard* viennois : « On a expliqué la crise de 2007/2008 comme une exception et la crise d'endettement des États presque comme si la règle et le discours c'était dû au fait que nous avons vécu au-dessus de nos moyens. On a complètement découplé la crise d'endettement des États de celle de 2007/2008. Si l'on regarde la manière dont les endettements des États ont évolué de 2001 à 2007, les données empiriques sont sans ambiguïté. La tendance est à la diminution d'endettement. On ne peut absolument pas insister assez souvent sur cela. Cela n'a donc rien à faire avec des revendications débordantes, avec l'édification de l'État social. Ce n'est qu'en 2008, qu'il y

a un rebond, et on peut l'expliquer par des programmes de sauvetage des banques, des programmes de sauvetage de la conjoncture... »²

La réprimande néo-libérale contre le soi-disant État social impayable et contre les revendications inventées sans limites d'une « sous-couche » récemment découverte doivent publiquement faire oublier que le taux d'imposition record en Allemagne fut baissé par le gouvernement Schröder d'alors de 53 à 47% et le taux d'imposition des entreprises entre 1997 et 2009, passa de 57,5 à 29,4%, et il fut donc presque diminué de moitié, et par ailleurs des apports en capitaux qui augmentaient gravement — malgré ou à cause de la crise financière — sont à consigner : selon des données du L'Institut Allemand de Recherche Économique [*Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung DIW*] les revenus financiers en Allemagne ont augmenté en passant de 3500 milliards d'Euro en 2000 à 5000 milliards d'Euro en 2010, ce par quoi ce revenu est hiérarchiquement concentré : d'après cela, 20 % de la population disposent de 80 % de ce revenu, 1 % en dispose de 46 %, et 1 pour 1000 — ce sont les 20 000 familles des « *oberen zehntausend* » [les 100 000 supérieures] — disposent de 22,5 % des revenus. Deux messages sont reliés à ces données. Premièrement : les riches et super-riches sont devenus plus riches encore avec la crise. Secondement : étant donné que l'ensemble des revenus financiers des millionnaires est entre temps plus élevé qu'avant la crise financière et que depuis la crise financière, l'endettement des États a crû rapidement pour les raisons désignées, l'appauvrissement de l'État correspond à la croissance de l'enrichissement privé. Sous ce point de vue, il semble qu'avec les programmes imposés de sauvetage européen, il ne s'agisse pas d'une manière primaire, ou selon le cas pas exclusivement, de faire baisser l'endettement de l'État dans les pays concernés, mais au contraire, beaucoup plus de garantir des paiements des intérêts aux investisseurs financiers. Appartient aussi à cela le *Bonmot* [en français dans le texte, *ndt*] qu'en tant que les banques déclarées importantes pour le système pouvaient emprunter de l'argent à un intérêt de un pour cent à la banque centrale BCE, pour le prêter ensuite aux États endettés à 6 ou 7 % : cette variante du sauvetage, ou selon le cas, de la maîtrise de la crise, veillait à ce qu'un courant de subvention à la hauteur de la différence d'intérêt fut transféré en définitive aux marchés financiers au détriments de ceux qui payent l'impôt dans les États endettés. Selon Michael Hudson, il se présente dans une pratique de ce genre une « guerre des banques contre le peuple ». Ainsi écrivit-il dans la *FAZ* [*Frankfurter Allgemeine Zeitung*] : « Au jour d'aujourd'hui, les banques obtiennent de l'argent bon marché de la banque centrale (et même à 0,25 % d'intérêt aux Etats-Unis), qu'elles prêtent avec des intérêts plus élevés. Ces banques voient donc volontiers d'un bon œil, qu'on leur mette à disposition de l'argent de la banque centrale. » En outre, ce n'est pas pour Hudson une nécessité immanente constitutive à la cause de la politique d'austérité de la troïka de l'UE, la BCE et le FMI : beaucoup plus la totalité de ces populations produisent, par l'utilisation du privilège du crédit dans la dépendance des dettes, et garantissent du même coup de grasses « chances de gain pour les banques », qui ont acquis de l'influence sur la politique économique de la BCE. »⁴

Les crédits garantis par la BCE à la fin de décembre 2011 aux banques à la hauteur d'un demi-million d'Euro, celles-ci les investirent en grande partie dans les prêts aux États des pays endettés : ceux-ci ne sont donc rien d'autre qu'une sphère de dépôts pour le revenu financier global, lequel croît plus vite depuis de nombreuses années que le produit social global.

Les programmes d'économie imposés aux nations endettées avec toutes leurs répercussions bien connues sur la destruction sociale, la récession et le chômage de masse, servent en définitive à garantir les paiements d'intérêts élevés aux investisseurs financiers et à partager une part toujours plus grande de la richesse sociale aux profits des fortunés. Vus ainsi, ces programmes d'épargnes ne sont pas la conséquence de l'endettement de l'État, et encore moins un instrument pour les combattre, mais au contraire un moyen de partager de la richesse sociale aux profits des déposants et rentiers fortunés. En cela l'endettement d'État forme une production de justification et une légitimation pour de toujours nouveaux programmes d'économies avec la conséquence de l'appauvrissement d'une grande part de la population dans les nations concernées.

Jens Jessen mena toute cette procédure dans sa contribution *En route vers la plutocratie* dans la *Zeit* du 3.9.2011 jusqu'au point où il constata : « Au sauvetage des banques, par lesquelles la crise financière de ces dernières années fut provoquée, le contribuable devrait subvenir. Aujourd'hui, il

ne paie pas seulement pour des États endettés, mais au contraire pour assurer les gains encaissés par les spéculateurs, qui parient sur la banqueroute de ces États. »

La puissance des rentiers et le creusement de la démocratie

Les gagnants du capitalisme financier sont caractérisés nommément à présent par des auteurs comme Nicolas Liebert, dans l'article informatif *Richesse fatale*⁵ ; Lucas Zeise, dans son ouvrage *l'Euroland est détruit par le feu*⁶ et dans l'*Essay* révélateur du sociologue Christophe Deutschmann portant le titre *La domination des rentiers — Capitalisme de marché financier et démocratie*⁷, et repérés, pour préciser, comme une élite de l'argent en réseau⁸. On ne peut renvoyer à cet endroit qu'aux investigations. Mais on peut pourtant faire la remarque suivante : les rentiers fortunés, en tant que profiteurs du capitalisme financier, sont propriétaires de dépôts de fonds, d'actions, d'obligations d'État et d'autres titres de valeurs et d'immobiliers. Afflue à eux, sous forme d'intérêts et dividendes, un revenu sans travail. Depuis les années 90, avec le renforcement du capitalisme financier, qui se fonde sur une offensive néo-libérale idéologique, les revenus financiers privés, non seulement ont augmenté trois fois plus fortement que le produit social des 23 pays industrialisés de l'OCDE, mais aussi le volume des devises, actions et dépôts a augmenté cinq fois plus vite, de sorte que depuis, un déséquilibre croissant s'est ouvert entre les volumes des revenus financiers en quête de dépôts et les possibilités de dépôts existantes — voilà un autre champ pour la découverte de nouvelles possibilités de dépôts par les investisseurs institutionnels qui sortent en abondance du sol.⁹

À la différence des banques classiques à présent, qui vivent de manière primaire des opérations de crédit, s'accumulent maintenant des investisseurs institutionnels, les fonds d'investissement de pension, de produits dérivés, qui sont connus aussi comme des banques d'ombre [*Schattenbanken*] lesquels investissent l'argent de leurs clients (la plupart des rentiers fortunés), pour le faire fructifier en dépôts, actions et titres de valeur. Comme chose remarquablement scandaleuse dans l'ensemble du débat autour des crises financières, celle de l'Euro et celle d'endettement d'État, on peut remarquer que l'on a discuté sur tout ce qui est possible — baisse des salaires, programmes d'économie de l'État, baisses des prestations sociales, programmes conjoncturels, relèvement des capitaux propres des banques, et ainsi de suite — mais pas de la légitimité des revenus sans cesse croissants qui sont à la fois sans travail et sans production. Ils restent donc une vache sacrée. Une remise en question de cette forme de revenu sans prestation, rendrait pour préciser évidente la manière dont s'exerce fortement entre temps l'influence des puissants fonds du capital en tant que prestataires de service des rentiers sur la politiques de la finance, de la monnaie et fiscale ; une circonstance qui, eu égard à la concentration forcée de capital sur une couche restreinte de super-riches avec leurs revenus sans travail, laisse apparaître plausible la thèse d'une « re-féodalisation du capitalisme »¹⁰. Les sociétés de fonds font non seulement massivement valoir, à chaque fois, les intérêts de leurs clients fortunés contre les managements d'entreprise, mais au contraire, aussi contre la politique : non seulement par des mesures d'extorsions courantes par des menaces de transferts et de fuites des capitaux à l'étranger, en conséquence desquelles une vraie course de politique de baisse d'impôts s'est engagée entre les États de l'UE pour les entreprises et possesseurs de fortunes, mais au contraire aussi par une pratique, entre-temps devenue habituelle, d'influence directe sur la législation parlementaire, comme Mathilde Goanec la décrit dans son article qui mérite d'être lu : *L'abdication de la politique. Gouvernement et Parlement laissent faire les lois par l'entreprise privée*¹¹.

Depuis les années 80 du siècle précédent, tel est son résumé, le capitalisme financier renforcé domine, non seulement l'économie réelle d'une manière préjudiciable car il ne mena pas seulement à une croissance à vous couper le souffle des fortunes privées au sein d'une couche d'élite de l'argent¹² relativement détachée, par l'appauvrissement tendanciel simultané de 50% de ceux qui sont sans fortunes, mais au contraire la tendance tout aussi aggravante peut aussi valoir pour la production, le travail et le revenu qui sont de plus en plus éloignés les uns des autres et qu'en outre l'État et l'économie se voient ainsi « re-féodalisés » — un événement qui peut être caractérisé aussi comme un « putsch des marchés »¹³ : « Le changement de démocratie de négociation en démocratie de consensus dans le secteur financier caractérise une endentement toujours plus étroit entre la

bureaucratie financière d'État et la branche financière privée ... Des éléments fondamentaux de la démocratie parlementaire, comme la procédure législative, sont vidés de leur contenu ou selon le cas déclarés sans effet. Enfin l'État devint un bras exécutif de la branche financière. De cette manière eut lieu une privatisation de la législation et de l'établissement du droit. »¹⁴

Die Drei n°4/2013.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Notes :

- (1) Wolfgang Streeck : *Le régime de dopage du capitalisme d'emprunt est dangereux pour la vie*, dans *Zeit-online*, 28.12.2011.
- (2) <http://derstandard.at/1339639223320/Oekonom-Deutschland-lebt-auf-Kosten-der-and...>
- (3) Voir aussi Ingo Schulze : *Le capitalisme n'a pas besoin de démocratie*, dans : *Suddeutsche Zeitung* du 12.1.2012. Et aussi : H.J. Krysmanski en conversation avec M. Klöckner : *L'élite de l'argent s'autonomise* : « Dans l'année 2009, parmi les 400 les plus riches contribuables des USA, 6 ne payaient principalement pas d'impôts, 27, moins de 10% et le reste n'en payait en aucun cas plus de 35%. <http://www.heise.de/tp/druck/mb/artikel/37/37867/1.html>. Ce qui est révélateur c'est aussi ceci: sur les 450 plus riches de l'Allemagne fédérale, 34 % sont des contribuables, et donc un couple avec deux enfants et un revenu moyen de 45,2 % en impôts et charges sociales.
- (4) Michael Hudson, [http://www.faz.net/aktuell/feuilleton/oligarchie-der-finanz-der-krieg-der-banke](http://www.faz.net/aktuell/feuilleton/oligarchie-der-finanz-der-krieg-der-banke...) ... Voir aussi : *Le parapluie de sauvegarde allemand et le lobby des finances*, http://www.lobbypedia.de/index.php/Der_deutsche_Rettungsschirm_und_die_Finanz..
- (5) *Édition. Le Monde Diplomatique*, n°12/2012.
- (6) Lucas Zeise : *L'Euroland est détruit par le feu*, Cologne 2012.
- (7) Dans *ZfSÖ [Zeitschrift für Sozialökonomie]*, 46^{ème} année 160/161, avril 2009.
- (8) *Manager-Magazin Spezial: Les 500 Allemands les plus riches*, octobre 2012. Hans Jürgen Krysmanski : *0,1 % l'empire des milliardaires*, Francfort-sur-le-Main 2012.
- (9) Nadine Oberhuber dans *Die Zeit* du 14.12.2011: « Comment les millionnaires d'aujourd'hui produisent-ils leur argent par ce temps? Tout compte fait ils ont beaucoup à perdre. Le conseiller d'entreprise Boston Consulting en vertu qu'il possède la clientèle privée et fortunée du monde entier en espèces, actions, titres ou parts de fonds, pour en valeur de 122 milliards de Dollar et avec cela 20 milliards de Dollar en plus au point bas de la crise financière. Ainsi les gestionnaires de fortunes peuvent se le permettre, ce que le petit épargnant ne peut pas faire. Selon la firme de conseil ZEB ils s'abandonnent 9,5 milliards d'Euro de bien annuellement de service des banques privées et des *Family-Offices* des grandes banques. Lesquelles promettent pour cela avant tout la sécurité. »
- (10) Sighard Neckel. *L'origine joue un rôle plus intense pour l'ascension sociale que voici 30 ou 40 ans. L'aristocratie revient*, <http://www.dradio.de/dkultur/sendungen/thema/1727258/drucken/>. Wolfgang Storch : *Sur le chemin de l'État féodal capitaliste*, <http://www.wosz.ch/1144/deutschland/auf-dem-weg-zum-kapitalistischen-feudalstaat>.
- (11) Dans : *Le Monde Diplomatique*, janvier 2013, on y dit entre autre : « la procédure de législation s'est largement « anglo-américanisée »... La représentation qu'elle serait sanctionnée par un débat démocratique, en parlant des points de vue de l'intérêt du bien public, est dépassée. » (p.23).
- (12) H. J. Krysmanski, à l'endroit cité précédemment.
- (13) Ainsi est-ce intitulé par Albrecht von Lucke dans : *Feuilles pour les Allemands et la politique internationale*, n°12.2011.
- (14) Thilo Bode / Katja Pink : *La crise financière en tant que crise de démocratie. L'État en tant que prestataire de services du capital financier*, dans : *Feuilles pour les Allemands et la politique internationale*, n°6 2010, p.47.